

*Direction départementale des  
territoires*

Service Environnement

**ARRÊTÉ**  
*réglementant provisoirement l'usage de l'eau  
compte-tenu de la sécheresse*

**LE PRÉFET DE L' AISNE**  
**Chevalier de la Légion d' Honneur**  
**Officier de l' Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-3, L. 214-18, L. 215-1, R. 211-66 à R. 211-70 et R. 216-9 ;

VU le code de la santé publique et notamment son article R. 1321-9 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes de l'État dans les régions et départements ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2016-2021 du bassin Seine et des cours d'eau côtiers Normands ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2016-2021 du bassin Artois-Picardie ;

VU l'arrêté n° 2012-103-0014 du Préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie du 13 avril 2015 préconisant des mesures coordonnées de gestion de l'eau sur le réseau hydrographique du bassin Seine-Normandie en période de sécheresse et définissant des seuils sur certaines rivières du bassin entraînant des mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau et de surveillance sur ces rivières et leur nappe d'accompagnement ;

VU l'arrêté du Préfet coordonnateur de bassin Artois-Picardie du 15 juillet 2010 préconisant des mesures coordonnées de gestion sur l'eau sur le réseau hydrographique du bassin Artois-Picardie en période de sécheresse ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 mai 2011 constituant la Mission inter-services de l'eau et de la nature de l'Aisne ;

VU l'arrêté cadre préfectoral du 20 avril 2012 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par bassin versant en cas de sécheresse ;

VU la réunion du comité de suivi de la sécheresse du 17 juillet 2018 ;

**CONSIDÉRANT** les conditions actuelles météorologiques, hydrologiques et piézométriques ;

**CONSIDÉRANT** le faible débit de la rivière suivante : l'Aisne ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de préserver les ressources en eau de ces rivières pour assurer en particulier la salubrité publique et la préservation des écosystèmes aquatiques ;

**CONSIDÉRANT** que les seuils mentionnés dans l'annexe 2 du présent arrêté sont atteints sur les bassins de :

- seuil de vigilance : l'Aisne ;

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental des territoires de l'Aisne, chef de la Mission inter-services de l'eau et de la nature ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Dans le but d'économiser l'eau et de réserver celle-ci aux usages strictement indispensables et en priorité à l'alimentation en eau potable et à la défense contre l'incendie, les dispositions suivantes sont prescrites à titre provisoire jusqu'au 31 décembre 2018 sur le bassin versant de l'Aisne, les communes concernées étant listées en annexe 1.

Elles peuvent être levées de façon anticipée dès lors que les débits VCN<sub>3</sub> dépassent durablement les seuils concernés pendant une période d'au moins un mois.

### **ARTICLE 2 : Mesures de suivi**

Les mesures de suivi sont listées dans l'annexe 3 du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 : Mesures générales**

Les mesures générales sont listées dans l'annexe 4 du présent arrêté.

### **ARTICLE 4 : Mesures spécifiques aux collectivités territoriales**

Les mesures spécifiques s'appliquant aux collectivités territoriales sont listées dans l'annexe 5 du présent arrêté.

### **ARTICLE 5 : Mesures spécifiques aux exploitants agricoles**

Les mesures spécifiques s'appliquant aux exploitants agricoles sont listées dans l'annexe 6 du présent arrêté.

## **ARTICLE 6 : Mesures spécifiques industriels**

Les mesures spécifiques s'appliquant aux industriels sont listées dans l'annexe 7 du présent arrêté.

## **ARTICLE 7 : Comité de suivi**

Le comité de suivi, créé dans le cadre de l'article 1 de l'arrêté cadre préfectoral du 20 avril 2012, se réunit autant que de besoin, sous la présidence du directeur départemental des territoires pour suivre l'évolution de la situation et formuler toutes propositions ou avis à M. le préfet.

## **ARTICLE 8 : Constat**

Les agents de la police de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que les services de police et de gendarmerie ont en permanence libre accès aux installations de prélèvement d'eau et de distribution de l'eau visées par cet arrêté. Ils sont habilités à relever toute infraction à l'application du présent arrêté.

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à une peine d'amende de 5<sup>ème</sup> classe (1.500 € maximum - 3.000 € en cas de récidive).

Les sanctions prévues aux articles L. 216-1, L. 216-3 à L. 216-6 du code de l'environnement s'appliquent.

Par ailleurs, le fait de faire obstacle à l'exercice des fonctions des agents chargés de procéder à la recherche et à la constatation des infractions est puni d'une peine de six mois d'emprisonnement et de 15.000 € d'amende conformément à l'article L. 173-4 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 9 : Mesures ultérieures**

Dès qu'un secteur passe durablement sous l'un des seuils définis dans l'annexe 2 du présent arrêté, des mesures complémentaires peuvent être prescrites en fonction de la situation particulière du bassin versant et des enjeux locaux.

En outre, sur des territoires très localisés, plus restreints que les bassins versants définis par l'arrêté cadre susvisé, des mesures supplémentaires destinées à répondre à une situation de crise localisée peuvent être prescrites à tout moment afin de protéger l'alimentation en eau potable des communes.

## **ARTICLE 10 : Voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

## **ARTICLE 11 : Publicité**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne et affiché aux portes des mairies des communes concernées.

Il est également consultable sur le site internet des services de l'État dans l'Aisne ([www.aisne.gouv.fr](http://www.aisne.gouv.fr)).

## **ARTICLE 12 : Exécution**

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Aisne, les Sous-Préfets de Château-Thierry et Soissons, les maires des communes concernées, le directeur départemental des territoires de l'Aisne, la directrice départementale de la protection des populations de l'Aisne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, la directrice générale de l'Agence régionale de santé des Hauts-de-France, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aisne, la directrice départementale de la sécurité publique et le service départemental de l'Agence Française pour la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée aux maires des communes concernées et au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France.

Une copie du présent arrêté est également adressée :

- au directeur de l'eau et de la biodiversité
- au préfet de la région Ile-de-France, coordonnateur de bassin Seine-Normandie
- au préfet de la région des Hauts-de-France, coordonnateur de bassin Artois-Picardie.

LAON, le 27 AOUT 2018



Nicolas BASSELIER

## ANNEXE 1

### COMMUNES DU BASSIN VERSANT AISNE

ACY	DRAVEGNY	PRESLES-ET-BOVES
AGUILCOURT	DROIZY	PROUVAIS
AIZELLES	EPAGNY	PROVISEUX-ET-PLESNY
AIZY-JOUY	EVERGNICOURT	PUISEUX-EN-RETZ
AMBLENY	FONTENOY	QUINCY-SOUS-LE-MONT
AMBRIEF	GOUDELANCOURT-LES-BERRIEUX	RESSONS-LE-LONG
AMIFONTAINE	GUIGNICOURT	RETHEUIL
ARCY-SAINTE-RESTITUE	GUYENCOURT	ROUCY
AUBIGNY-EN-LAONNOIS	HARTENNES-ET-TAUX	ROZIERES-SUR-CRISE
AUDIGNICOURT	JOUAIGNES	SACONIN-ET-BREUIL
AUGY	JUMIGNY	SAINT-BANDRY
BAGNEUX	JUVIGNY	SAINT-CHRISTOPHE-A-BERRY
BAZOUCHES-SUR-VESLES	JUVINCOURT-ET-DAMARY	SAINT-MARD
BEAURIEUX	LAFFAUX	SAINT-PIERRE-AIGLE
BELLEU	LAUNOY	SAINT-THIBAUT
BERNY-RIVIERE	LAVERSINE	SAINT-THOMAS
BERRIEUX	LESGES	SANCY-LES-CHEMINOTS
BERRY-AU-BAC	LES SEPT VALLONS	LA SELVE
BERTRICOURT	LEURY	SEPTMONTS
BERZY-LE-SEC	LHUYS	SERCHES
BIEUXY	LIME	SERMOISE
BILLY-SUR-AISNE	LOR	SERVAL
BLANZY-LES-FISMES	LOUPEIGNE	SOISSONS
BOUFFIGNEREUX	MAAST-ET-VIOLAINE	SOUCY
BOURG-ET-COMIN	MAIZY	SOUPIR
BRAINE	LA MALMAISON	TAILLEFONTAINE
BRAYE-EN-LAONNOIS	MAREUIL-EN-DOLE	TANNIERES
BRAYE	MARGIVAL	TARTIERS
BRENELLE	MENNEVILLE	TERNY-SORNY
BRUYS	MERCIN-ET-VAUX	LE THUEL
BUCY-LE-LONG	MEURIVAL	VAILLY-SUR-AISNE
BUZANCY	MISSY-AUX-BOIS	VARISCOURT
CELLES-SUR-AISNE	MISSY-SUR-AISNE	VASSENS
CERSEUIL	MONTGOBERT	VASSENY
CHACRISE	MONTIGNY-LENGRAIN	VASSOGNE
CHASSEMY	MONT-NOTRE-DAME	VAUXREZIS
CHAUDARDES	MONT-SAINT-MARTIN	VAUXBUIN
CHAVIGNY	MORSAIN	VAUXTIN
CHAVONNE	MORTEFONTAINE	VENDRESSE-BEAULNE
CHERY-CHARTREUVE	MOULINS	VENIZEL
CHIVRES-VAL	MOUSSY-VERNEUIL	VEZAPONIN
CIRY-SALSOGNE	MURET-ET-CROUTTES	VEZILLY
CLAMECY	MUSCOURT	VIC-SUR-AISNE
COEUVRES-ET-VALSERY	NAMPTEUIL-SOUS-MURET	VIEL-ARCY
CONCEVREUX	NANTEUIL-LA-FOSSE	LA VILLE-AUX-BOIS-LES-PONTAVERT
CONDE-SUR-AISNE	NEUFCHATEL-SUR-AISNE	VILLEMONTAIRE
CONDE-SUR-SUIPPE	NEUVILLE-SUR-MARGIVAL	VILLENEUVE-SAINT-GERMAIN
CORBENY	NIZY-LE-COMTE	VILLE-SAVOYE
COULONGES-COHAN	NOUVRON-VINGRE	VIVIERES
COURCELLES-SUR-VESLES	NOYANT-ET-ACONIN	VREGNY
COURMELLES	OEUILLY	VUILLERY
COUVRELLES	ORAINVILLE	
CRAONNE	OSLY-COURTIL	
CRAONNELLE	OSTEL	
CROUY	OULCHES-LA-VALLEE-FOULON	
CUFFIES	PAARS	
	PAISSY	
CUIRY-HOUSSE	PARGNAN	
CUIRY-LES-CHAUDARDES	PASLY	
CUISSY-ET-GENY	PERNANT	
CUISY-EN-ALMONT	PIGNICOURT	
CUTRY	PLOISY	
CYS-LA-COMMUNE	POMMIERS	
DHUIZEL	PONT-ARCY	
DOMMIERS	PONTAVERT	

VU POUR ETRE ANNEXE A MON ARRETE DU **27 AOÛT 2018**

**Nicolas BASSELIER**

ANNEXE 2  
SEUILS DE SECHERESSE DES BASSINS VERSANTS DU DEPARTEMENT DE L'AINES

V = VIGILANCE  
A = ALERTE  
AR = ALERTE RENFORCEE  
C = CRISE

Rivière	Mois		Janvier						Février						Mars					
	commune	Age station	V	A	AR	C	V	A	AR	C	V	A	AR	C	V	A	AR	C		
<b>AINES</b>	Soissons	5 ans	39	23	11	6	52	41	32,1	6	52	41	32,1	6	52	41	32	6		
<b>OISE</b>	Sempigny	49 ans	19	9,9	5,6	4,6	23	15	7,97	4,6	23	15	7,97	4,6	23	15	9,29	4,6		
<b>OURCQ</b>	Chouy	15 ans	1,2	0,84	0,57	0,2	1,3	0,92	0,62	0,2	1,3	1,1	0,84	0,2	1,3	1,1	0,84	0,2		
<b>SERRE</b>	Mortiers	32 ans	3,8	2,7	1,74	0,78	4,5	3	1,77	0,78	4,5	3,3	1,77	0,78	4,8	3,3	2,15	0,78		
<b>SOMME</b>	Ham	22 ans	1,100	0,880	0,748	0,429	1,200	0,920	0,751	0,429	1,400	1,100	0,933	0,429	1,400	1,100	0,933	0,429		
<b>MARNE</b>	Gourmay en Bray	43 ans	32	23	20	17	32	23	20	17	32	23	20	17	32	23	20	17		
<b>L'AUTOMNE</b>	Saintines	50 ans	1,6	1,5	1,38	0,75	1,7	1,6	1,48	0,75	1,7	1,5	1,42	0,75	1,7	1,5	1,42	0,75		

Rivière	Mois		Avril						Mai						Juin					
	commune	Age station	V	A	AR	C	V	A	AR	C	V	A	AR	C	V	A	AR	C		
<b>AINES</b>	Soissons	5 ans	32	30	25	6	28	20	14,7	6	18	14	10,1	6	18	14	10,1	6		
<b>OISE</b>	Sempigny	49 ans	19	12	8,5	4,6	16	11	7,76	4,6	12	9,5	7,27	4,6	12	9,5	7,27	4,6		
<b>OURCQ</b>	Chouy	15 ans	1,1	0,87	0,64	0,2	1,05	0,77	0,55	0,2	1,05	0,77	0,54	0,2	1,05	0,77	0,54	0,2		
<b>SERRE</b>	Mortiers	32 ans	4,9	3,7	2,68	0,78	4,3	3,4	2,65	0,78	3,66	2,9	2,23	0,78	3,66	2,9	2,23	0,78		
<b>SOMME</b>	Ham	22 ans	1,300	1,100	0,952	0,429	0,900	0,720	0,608	0,429	0,790	0,670	0,549	0,429	0,790	0,670	0,549	0,429		
<b>MARNE</b>	Gourmay en Bray	43 ans	32	23	20	17	32	23	20	17	32	23	20	17	32	23	20	17		
<b>L'AUTOMNE</b>	Saintines	50 ans	1,7	1,5	1,4	0,75	1,57	1,3	1,09	0,75	1,57	1,3	1,09	0,75	1,57	1,3	1,09	0,75		

ANNEXE 2  
SEUILS DE SECHERESSE DES BASSINS VERSANTS DU DEPARTEMENT DE L'AINES

V = VIGILANCE  
A = ALERTE  
AR = ALERTE RENFORCEE  
C = CRISE

Rivière	Mois	commune	Age station	Juillet			Août			Septembre					
				V	A	AR	C	V	A	AR	C	V	A	AR	C
AINES		Soissons	5 ans	18	11	7,6	6	18	11	7,6	6	11	11	7,6	6
OISE		Sempigny	49 ans	9,4	6,7	5,6	4,6	9,4	6,7	5,6	4,6	6,7	6,7	5,6	4,6
OURCQ		Chouy	15 ans	1,05	0,77	0,57	0,2	1,05	0,77	0,55	0,2	0,77	0,77	0,49	0,2
SERRE		Mortiers	32 ans	3,66	2,7	1,74	0,78	3,66	2,7	1,74	0,78	2,7	2,7	1,74	0,78
SOMME		Ham	1996	0,790	0,670	0,549	0,429	0,790	0,670	0,549	0,429	0,670	0,670	0,549	0,429
MARNE		Gournay en Bray	1975	32	23	20	17	32	23	20	17	23	23	20	17
L'AUTOMNE		Saintines		1,57	1,3	1,03	0,75	1,57	1,3	1,03	0,75	1,3	1,3	1,03	0,75

Rivière	Mois	commune	Age station	Octobre			Novembre			Décembre					
				V	A	AR	C	V	A	AR	C	V	A	AR	C
AINES		Soissons	5 ans	18	11	7,6	6	18	11	7,6	6	13	13	7,6	6
OISE		Sempigny	49 ans	9,4	6,7	5,6	4,6	10	6,7	5,6	4,6	8	8	5,6	4,6
OURCQ		Chouy	15 ans	1,05	0,77	0,49	0,2	1,05	0,77	0,49	0,2	0,77	0,77	0,49	0,2
SERRE		Mortiers	32 ans	3,66	2,7	1,74	0,78	3,66	2,7	1,74	0,78	2,7	2,7	1,74	0,78
SOMME		Ham	1996	0,790	0,670	0,549	0,429	0,790	0,670	0,549	0,429	0,690	0,690	0,581	0,429
MARNE		Gournay en Bray	1975	32	23	20	17	32	23	20	17	23	23	20	17
L'AUTOMNE		Saintines		1,57	1,3	1,15	0,75	1,6	1,5	1,37	0,75	1,5	1,5	1,39	0,75

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À MON ARRÊTÉ EN DATE DU 27 AOÛT 2018



Nicolas BASSELIER

### ANNEXE 3 : MESURES DE SUIVI

L'observatoire national des étiages (ONDE) commun à l'ensemble des départements comporte 31 stations dans le département de l'Aisne qui font l'objet d'un suivi mensuel au plus près du 25 de chaque mois à plus ou moins deux jours sur la période de mai à septembre.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À MON ARRÊTÉ DU 27 AOUT 2018

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'N. Basselier', written in a cursive style.

Nicolas BASSELIER



## ANNEXE 4 : MESURES GÉNÉRALES

- Les particuliers sont invités, individuellement, à réaliser des économies d'eau dans tous les usages qu'ils en font.
- L'alimentation en eau des fontaines publiques en circuit ouvert est interdite.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À MON ARRÊTÉ DU 27 AOUT 2018



Nicolas BASSELIER

## ANNEXE 5 : MESURES SPÉCIFIQUES AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- Les collectivités compétentes en matière d'alimentation en eau potable sont invitées à engager des recherches de fuites sur les réseaux.
- Les maires des communes et présidents de syndicats d'alimentation en eau potable ou d'assainissement signalent à la Préfecture de l'Aisne tout risque prévisible de rupture de l'alimentation en eau potable, le plus tôt dans la saison, ainsi que les problèmes majeurs de salubrité et de dégradation des écosystèmes aquatiques liés à la sécheresse, afin que les mesures correctives appropriées soient rapidement mises en œuvre.
- Les collectivités locales compétentes en matière d'assainissement renforcent le dispositif de suivi et de surveillance de leurs systèmes d'assainissement (réseaux et stations de traitement) afin d'éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions seront prises pour éviter le rejet dans le milieu naturel de boues ou d'eaux non conformes aux prescriptions réglementaires ou insuffisamment traitées pour permettre le maintien de bonnes conditions de salubrité ou la préservation des écosystèmes aquatiques.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À MON ARRÊTÉ DU 27 AOUT 2018



Nicolas BASSELIER

## ANNEXE 6 : MESURES SPÉCIFIQUES AUX EXPLOITANTS AGRICOLES

- L'irrigant tient à jour un carnet d'irrigation retraçant de façon **hebdomadaire** la totalité des arrosages effectués sur toutes ses cultures ; ce carnet d'irrigation, rempli chaque semaine, doit permettre une utilisation économe de l'eau.

Les informations devant figurer **obligatoirement** sur le carnet sont les suivantes :

- volumes prélevés et index du compteur,
- jours et nombre d'heures de pompage,
- type de culture irriguée,
- incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou le comptage des prélèvements, notamment arrêt de pompage,
- entretien, contrôle, remplacement du compteur volumétrique.

Ce document doit être présenté par l'exploitant à tout agent chargé du contrôle des dispositions de l'arrêté de limitation des usages de l'eau.

- L'irrigation doit être conduite de telle façon qu'il n'en résulte aucun écoulement ou ruissellement en dehors du champ d'arrosage, en particulier sur les routes, chemins et fossés.
- L'épandage d'effluents liquides, provenant en particulier de certaines industries agro-alimentaires, reste autorisé sans restriction.
- **L'irrigation est interdite le dimanche de 10 heures à 18 heures.**

**Un exploitant n'ayant le bénéfice d'aucune autorisation ou récépissé de déclaration au titre de la loi sur l'eau, relative aux prélèvements d'eau, ne peut pas prélever. Il en est de même des exploitants qui n'auraient pas équipé tous leurs ouvrages de prélèvement de moyens de comptage des volumes prélevés.**

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À MON ARRÊTÉ DU 27 AOUT 2018



Nicolas BASSELIER

## ANNEXE 7 : MESURES SPÉCIFIQUES AUX INDUSTRIELS

- Les activités industrielles et commerciales limitent au strict nécessaire leur consommation d'eau.
- Le suivi particulier des dispositifs de traitement des eaux est renforcé par les exploitants pour éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions seront prises pour éviter tout rejet au milieu récepteur superficiel d'eaux insuffisamment ou non traitées et non conformes aux prescriptions réglementaires.
- Les activités soumises à autorisation au titre de la nomenclature des Installations classées pour la protection de l'environnement doivent respecter les mesures contenues dans leurs arrêtés d'autorisation ou arrêtés complémentaires fixant des mesures spécifiques pour économiser l'eau en relation à l'impact de leurs rejets d'eaux résiduelles sur le milieu naturel.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À MON ARRÊTÉ DU 27 AOUT 2018



Nicolas BASSELIER